

Consultations de haut niveau IRENA-Afrique sur le partenariat en vue d'accélérer la mise en œuvre des énergies renouvelables pour le développement durable de l'Afrique, 8-9 juillet 2011

COMMUNIQUÉ D'ABU DHABI SUR LES ÉNERGIES RENOUELABLES EN VUE D'ACCÉLÉRER LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Nous, Ministres de l'Énergie et chefs de délégations des pays africains, la Commission de l'Union africaine (CUA) et la Conférence des Ministres africains de l'Énergie (CEMA), nous sommes réunis à Abu Dhabi (Émirats arabes unis) du 8 au 9 juillet 2011 à l'invitation de l'IRENA. La conférence a été accueillie par le gouvernement des Émirats Arabes Unis, et elle a vu la participation des représentants des Communautés Economiques Régionales (CERs), des organismes nationaux, des partenaires internationaux, de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), du partenariat énergétique UE-Afrique, de la Banque Mondiale, de l'ONU, du PNUE, du Centre des Nations Unies pour l'habitat (UNHabitat), du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), de l'Initiative Climat Paris-Nairobi, des sociétés énergétiques clés, des ONG, des organismes de recherche et d'autres.

Nos discussions ont été guidées par la décision de l'Assemblée des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine prise en février 2009 de « développer les ressources énergétiques renouvelables afin de fournir de l'énergie propre, fiable, financièrement abordable et respectueuse de l'environnement », (Assembly/AU/Decl. 9-XII), et par la Déclaration de Maputo 2010 de la Conférence des Ministres africains de l'Énergie de « promouvoir les énergies renouvelables conjointement avec d'autres partenaires en vue de (...) relever tous les défis relatifs au changement climatique... »

Nous nous sommes inspirés également du Rapport spécial sur les sources d'énergies renouvelables du Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Évolution du Climat (GIEEC) et du rapport de l'IRENA sur les Scénarios et Stratégies pour l'Afrique qui apportent des preuves incontestables de l'ampleur des défis en matière d'énergie auxquels la région est confrontée.

Dans cette époque de croissance et d'opportunités économiques en Afrique, répondre aux besoins énergétiques, relever le défi de l'accès à l'énergie et assurer la sécurité énergétique est d'importance capitale pour l'Afrique, afin d'atténuer les effets négatifs de la volatilité des prix, de l'insécurité énergétique et de la dégradation de l'environnement.

Nous reconnaissons également le potentiel considérable en énergies renouvelables pour accélérer le développement des énergies à faible émission de carbone en Afrique et répondre à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique. Atteindre ces objectifs exigera:

- L'évaluation de la situation et des besoins existants et la construction de coopérations régionales afin de répondre à ces besoins et d'exploiter les potentialités existantes

- Le renforcement des cadres politiques aux niveaux national, régional et continental afin d'encourager l'investissement et d'assurer l'exploitation durable des énergies renouvelables
- Le soutien à la recherche et développement de technologies d'énergies renouvelables et l'innovation sur le continent et à travers la coopération Sud-Sud.

L'Afrique entrevoit de grandes possibilités dans la collaboration avec l'IRENA, agence ayant reçu un mandat fort de son Assemblée pour soutenir les Etats Membres à accélérer le recours aux énergies renouvelables aux niveaux régional et mondial.

AU VU DE CE QUI PRÉCÈDE, NOUS SOMMES CONVENUS :

- i. d'engager des efforts concertés de tous les gouvernements participants, des organismes, des organisations non gouvernementales et du secteur privé, en vue de promouvoir l'exploitation soutenue des vastes ressources en énergies renouvelables de l'Afrique pour accélérer son développement, tout en tenant compte de la nécessité :
 - a. d'assurer que la politique de l'IRENA pour l'Afrique répond aux préoccupations prioritaires du continent,
 - b. de veiller à un programme de l'IRENA pour l'Afrique bien intégré qui coopérera étroitement avec la CUA, la CEMA, les CERs, les gouvernements nationaux et tous les autres partenaires,
 - c. de développer une approche pratique et concrète pour soutenir les besoins des pays africains en matière de savoirs, de technologies, de développement de capacités et de politiques
- ii. Une première étape cruciale consistera à mieux cerner les opportunités et les contraintes existantes dans nos pays et nos régions à travers une cartographie («mapping») de l' « État de préparation en matière d'énergies renouvelables », un processus de collaboration qui permettra de disposer d'une évaluation rapide et objective de l'état des potentialités dans le domaine des énergies renouvelables et d'identifier les moyens de faire face aux lacunes existantes. Nous exhortons les gouvernements et les autres parties prenantes à participer dans l'élaboration et la mise en œuvre de cette initiative.
- iii. Nous continuerons à œuvrer avec l'IRENA, en sa qualité de forum intergouvernemental clé dans le domaine des énergies renouvelables, fournissant une plate-forme pour planifier des stratégies de collaboration en vue d'accélérer la mise en œuvre des politiques et initiatives africaines en matière d'énergies renouvelables, en mettant un accent particulier sur les éléments suivants :
 - a. Amélioration des cadres politiques en vue d'assurer un financement public et privé de qualité des investissements , tout en tenant compte que des mesures spéciales sont nécessaires pour assurer l'inclusion sociale ;

- b. Fourniture des services de courtage en matière de renforcement des capacités, y compris pour les entrepreneurs engagés dans le développement des énergies renouvelables ;
 - c. Coopération en matière de technologie et d'innovation pour renforcer les capacités humaines et physiques endogènes nécessaires pour un large déploiement des énergies renouvelables
 - d. Favoriser la production locale et régionale des technologies d'énergies renouvelables et des industries de services
 - e. Appuyer les campagnes de communication en vue de promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables
- iv. Les participants ont exhorté l'IRENA, dans ses messages à la Communauté Internationale lors de la CoP-17, Rio+20 et d'autres forums, à s'inspirer du présent communiqué et à mettre l'accent sur les éléments suivants :
- a. Fournir un appui stratégique en matière d'énergies renouvelables dans le contexte de l'économie verte, y compris pour, l'évaluation de l'effet de distorsions sur les marchés et d'entraves au déploiement des énergies renouvelables résultant des subventions, la conduite d'études ciblées sur les implications d'un large déploiement des énergies renouvelables sur l'emploi, les politiques visant la création d'emploi à travers les énergies renouvelables et les sujets connexes.
 - b. Plaider en faveur d'un appui international accru à l'Afrique en matière de renforcement des capacités techniques, de services de conseil sur les politiques, d'instruments de financement d'investissement et de stratégies industrielles pour accélérer l'utilisation des énergies renouvelables, tout en assurant la disposition adéquate des ressources locales.
 - c. Saisir l'occasion de l' « Année internationale 2012, d'accès à l'énergie pour tous » pour faire progresser les stratégies de l'Afrique en matière d'énergies renouvelables.
- v. Nous convenons d'œuvrer pour formaliser la présence stratégique de l'IRENA en Afrique et concrétiser les arrangements institutionnels de coopération avec les organismes régionaux africains et les partenaires stratégiques impliqués dans le secteur ; nous exhortons par ailleurs tous les États africains qui ne l'ont pas encore fait à devenir Membres à part entière de l'IRENA.
- vi. Nous nous engageons à apporter plein appui et entière coopération à l'IRENA pour faire en sorte qu'elle puisse mettre en œuvre son important mandat d'accélération du recours aux énergies renouvelables, au niveau planétaire et œuvrerons de concert pour faire de l'Afrique le chef de file dans la transition vers les énergies renouvelables.

Fait à Abu Dhabi, Émirats Arabes Unis, Le 9 juillet 2011